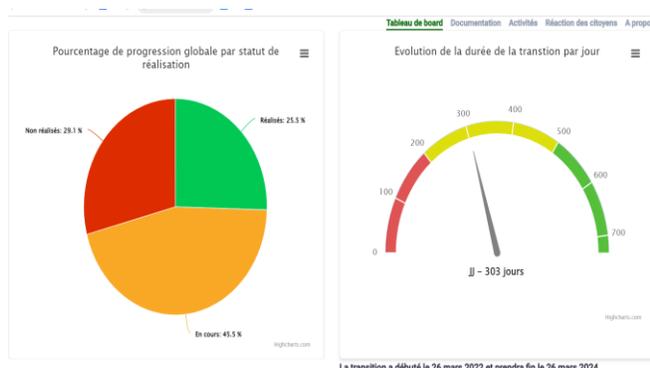




# RAPPORT DE PROGRES

## Projet d'Appui à la Transition au Mali



Plateforme WEB de suivi de la transition « Transitomètre »



Séances de sensibilisation de proximité avec les étudiants du campus universitaire de Balabougou 20 mai 2023

**1 juillet 2021 – 31 mai 2023**

Avec l'appui de :  
**L'UNION EUROPEENNE**



## TABLE DES MATIERES

Présentation du projet .....	4
Liste des acronymes.....	6
I. Résumé exécutif .....	7
II. Résultats détaillés.....	9
III. Défis de mise en œuvre et suivi des risques .....	27
IV. LECONS APPRISES ET PERSPECTIVES .....	28
V. Livrables .....	28
VI. Rapport financier.....	29
VII. ANNEXES .....	30
VIII. Signature .....	31



Débats publics, monitoring du Plan d'Action Gouvernementale. Fondation Tuwindi, Bamako 07 et 09/03/2023.



Panel CNSC Bamako 26/01/2023



Formation de 12 jeunes sur l'utilisation de la plateforme XENSA. Bamako 22 et 23/12/2022.

## Projet d'Appui à la Transition en Image



26ème édition de l'espace d'interpellation démocratique. Médiateur de la République. Bamako 10/12/2022.



1er congrès Kel Essouk, Tombouctou 02/2023



Rencontre générale Kel Ansar Bamako 10/2023

## Présentation du projet

Titre	Projet d'Appui à la Transition au Mali
Identifiant Atlas (Award/Projet)	00127911
Durée initiale	Juillet 2021 – décembre 2022 + Extension 31 décembre 2023
Extension(s) (si applicable)	/
Agence d'exécution	PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement)
Partenaire(s) de mise en œuvre	MRECRI, MATD, MJS, CNT, AIGE, OSC, Médias
Budget total	3 649 405 USD
Contributions des partenaires financiers	3,540,300 USD (UE)
Objectif(s) de développement durable auquel(s) le projet contribue	ODD16
Lien avec l'UNSDCF (Effet)	Effets 1 et 2 (UNSDCF)
Lien avec le CPD (Produit)	Produits 1.1 et 1.4
Date du rapport	29 mai 2023
Contact au niveau du PNUD	Fatimata LY

Suite au Coup d'état du 18 août 2020, le Mali a entamé un processus de transition qui devra aboutir à la tenue d'élections présidentielles en février 2024 selon le chronogramme disponible. Le Projet d'Appui à la Transition au Mali est initié pour apporter un paquet d'appui multiformes aux autorités de la Transition et contribuer ainsi à asseoir les meilleures conditions possibles à la réussite de la Transition au Mali. Il a été conçu pour aider les parties prenantes maliennes à mener à bien la période de transition ainsi qu'à restaurer la confiance entre les populations et l'Etat. L'approche vise donc à créer un environnement propice à un processus de réforme institutionnel et électoral crédible.

Pour ce faire, le projet vise à mettre en place des actions multiformes et complémentaires à différents niveaux :

(1) Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des organes et acteurs de la transition ainsi que du Comité de Suivi de l'Accord (CSA) pour mener à bien le processus de réforme de manière inclusive et participative et à faire avancer la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger. Ces organes sont un des maillons essentiels de la réussite du processus. Conclure des réformes majeures et achever un cycle électoral complet, dans la période de transition, constitue un défi de taille étant donné la lenteur des réformes et surtout le manque de confiance des Maliens envers les processus électoraux. Le projet compte relever ces défis en apportant un appui technique aux autorités de transition pour une mise en œuvre harmonisée de la Feuille de route de Transition et du Plan d'Action Gouvernemental. Il compte aussi appuyer les autorités afin qu'elles assurent la participation effective et inclusive des couches sociales marginalisées, surtout les jeunes et les femmes. Le projet appuiera en outre le CSA pour le suivi de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger qui reste l'une des priorités de la Charte de la Transition.

(2) Renforcer la transparence du processus de transition : L'action visera à renforcer la crédibilité des informations sur le processus de transition et l'implication de la société civile, notamment sur les réformes institutionnelles et les élections, qui sont des éléments clés pour l'établissement d'un cadre apaisé et d'une meilleure appropriation du processus par les populations à travers la compréhension de leurs droits civiques et une sensibilisation accrue sur les questions de gouvernance, l'impunité, la lutte contre la corruption et la démocratie. Pour se faire, les médias et autres professionnels de l'information sont incontournables, car ils ont un rôle important à jouer dans tout le processus de changement y compris la réconciliation et la cohésion sociale, la consolidation de la démocratie et le développement à travers la diffusion de messages positifs d'apaisement, d'engagement citoyen. Le projet appuiera en outre les organisations de la société civile afin qu'elles jouent un rôle actif dans le processus de transition et qu'elles s'assurent de sa mise en œuvre inclusive et participative et en conformité avec le calendrier et les objectifs fixés par la charte de transition et le Plan d'Action Gouvernemental de la Transition (PAGT).

## Liste des acronymes

AIGE	Autorité Indépendante de Gestion des Elections
AJPC	Association des jeunes pour la Promotion de la Citoyenneté
AMAPROS	Association Malienne pour la Promotion du Sahel
AMB	Association Malienne des Bloggeurs
AMDH	Association Malienne de Droit de l'Homme
APPEL	Association des Professionnels de la Presse en Ligne
AT	Assistant Technique
CAFO	Coordination des associations et ONGs féminines
CCS	Comité Consultatif de Sécurité
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CNJ	Conseil national de la jeunesse du Mali
CNSC	Conseil National de la Société Civile
CNT	Conseil National de Transition
COFOR	Coalition des Forces Juvéniles pour le Renouveau
CROCSAD	Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CSA	Comité de Suivi de l'Accord pour la paix et la réconciliation
DUE	Délégation de l'Union Européenne
EID	Espace d'Interpellation Démocratique
FOSC	Forum des organisations de la société civile
GEC	Groupe Exécutif de Coordination des partenaires techniques et financiers
MATD	Ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MJS	Ministère de la Jeunesse et des Sports
MRECRI	Ministère de la Refondation de l'Etat chargé des Relations avec les Institutions
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations Unies
ORTM	Office de Radio et Télévision du Mali
OSC	Organisations de la société civile
PAREM	Projet d'Appui aux Réformes et aux Élections au Mali
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PAGT	Plan d'Action du Gouvernement de la Transition
PPFLM	Plateforme des femmes leaders du Mali
PTF	Partenaires techniques et financiers
RALE	Révision annuelle des listes électorales
UE	Union Européenne
YA-G-TU	« Yam Giribolo Tumo » Association pour la promotion de la femme

## I. RESUME EXECUTIF

Le contexte politique et sécuritaire du Mali est resté très instable tout au long de la période couverte par ce projet. Suite à la décision des autorités de la transition communiquée en décembre 2021 de prolonger la durée de la transition<sup>1</sup>, la CEDEAO a imposé, en janvier 2022, des sanctions économiques au Mali<sup>2</sup>. Ces sanctions ont finalement été levées en juillet 2022, suite à la signature d'un décret le 6 juin 2022 par le Président de la République fixant la durée de la Transition à 24 mois, à compter du 26 mars 2022, à la promulgation, le 24 juin 2022, d'une nouvelle loi électorale mettant en place une Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE) et à l'adoption le 28 juin 2022 d'un chronogramme des différents scrutins et des réformes politiques et institutionnelles qui seront réalisés durant la période de transition.

Ce chronogramme prévoit l'organisation : d'un référendum constitutionnel le 19 mars 2023; des élections des conseillers des collectivités territoriales (conseillers communaux, de cercle, régionaux et du district de Bamako) le 25 juin 2023; des élections des députés à l'Assemblée nationale les 29 octobre et 19 novembre 2023 (respectivement pour le 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> tour); et de l'élection présidentielle le 4 février 2024, avec un éventuel 2<sup>ème</sup> tour le 18 février 2024. La mise en œuvre de ce chronogramme a fait des avancées importantes en 2022 et durant le premier semestre 2023 avec l'adoption de la nouvelle loi électorale et la mise en place progressive de la nouvelle Autorité Indépendante de Gestion des Elections (AIGE), l'adoption des nouvelles législations relatives à la nouvelle réorganisation administrative et territoriale du Mali ainsi que la finalisation du nouveau projet de Constitution et la convocation du collège électoral pour le 18 juin 2023 pour le referendum d'adoption de cette nouvelle constitution.

En ce qui concerne la situation sécuritaire, elle est restée très complexe avec une forte détérioration dans la zone des trois frontières de la région du Liptako-Gourma, et notamment dans les régions de Ménaka et de Gao<sup>3</sup>. Les groupes armés ont en outre continué à essayer d'étendre leur présence dans certains cercles du Sud du Mali et plusieurs attaques ont été perpétrées à proximité de Bamako<sup>4</sup>. Cette situation sécuritaire a contribué à une aggravation de la crise humanitaire.

Ce contexte a ralenti la mise en œuvre du projet. En concertation avec la Délégation de l'Union Européenne, certaines activités du projet ont été partiellement suspendues pendant les 6 mois durant lesquels le Mali a été soumis aux sanctions de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Certaines activités d'appui institutionnel initialement prévues par le projet n'ont pas pu être mises en œuvre étant donné le contexte politique et ont été remplacées par d'autres activités en appui aux organisations de la société civile dans le cadre de l'avenant signé avec l'Union Européenne.

Malgré cette situation difficile, le projet a pu atteindre des résultats importants durant la période couverte par ce rapport. Certaines institutions clés de la transition tels que le Conseil National de Transition (CNT), organe législatif, ont bénéficié de plusieurs formations organisées par le projet avec près de 193 membres dont 62 femmes formés sur leurs rôles et responsabilités en matière législative, de contrôle des institutions et leur sensibilité au genre. Le projet a en outre contribué à l'enrôlement de plus de 800,000 jeunes sur les listes électorales dans le cadre de la révision annuelle des listes électorales de 2021 et a appuyé le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD) et le CNT dans la conduite du processus de concertation en lien avec l'opérationnalisation des nouvelles régions,

<sup>1</sup> Cette décision a été justifiée sur la base des résultats des « Assises de la Refondation » organisées durant le dernier trimestre 2021 qui préconisait la prolongation de la transition pour une durée de 6 mois à 5 ans.

<sup>2</sup> La CEDEAO a décidé en janvier 2022 la fermeture des frontières avec le Mali au sein de l'espace sous-régional et la suspension des échanges autres que des produits de première nécessité.

<sup>3</sup> Rapports du SG sur la situation au Mali, juin et octobre 2022 (S/2022/446 et S/2022/731).

<sup>4</sup> Il s'agit notamment des attaques perpétrées en juillet 2022 à Kati et dans plusieurs localités de la région de Koulikoro.

la délimitation des nouvelles circonscriptions électorales et la vulgarisation de la nouvelle loi électorale adoptée en juin 2022.

Le projet a aussi appuyé la participation des jeunes au processus de transition et à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale à travers l'organisation du premier grand trail de la jeunesse qui a vu la participation de 1508 jeunes dont 195 filles et un appui au plaidoyer des organisations des jeunes pour renforcer leur représentativité dans les instances de prise de décision. Dans le cadre de l'appui à la politique nationale de la jeunesse, plus de 6238 jeunes dont 2747 filles ont été sensibilisées sur la citoyenneté active et responsable en période de transition politique dans le cadre des nouvelles activités de sensibilisation des jeunes sur le processus de transition et la lutte contre la consommation des drogues et des stupéfiants chez les jeunes.

Des activités de renforcement de capacités des médias pour le suivi de la transition ont été mis en œuvre notamment avec l'appui apporté à la Maison de la Presse dans le cadre de renforcement des capacités des journalistes sur les techniques de reportages sur les projets : « La fabrique de l'info » et « Ateliers de reportage ». L'Association des Professionnels de la Presse en Ligne (APPEL MALI) et à l'Association des Bloggeurs du Mali du Mali (ABM) ont été appuyés dans le cadre du projet « Internet et médias pour la citoyenneté, le genre et la paix ». Enfin, le projet continue l'appui au fonctionnement du système de veille citoyenne pour la réussite de la transition avec une plateforme WEB de suivi de la transition dénommée « transitomètre » ainsi qu'au réseau d'OSC pour le suivi et le monitoring des cas de violations des droits de l'homme et de corruption avec le développement d'une application mobile et d'une plateforme WEB qui permet aux populations d'alerter sur des cas de corruption et de violation des droits de l'homme.

## II. RESULTATS DETAILLES

**Objectif Spécifique 1 : Appuyer les organes et acteurs de la transition ainsi que le CSA afin qu'ils puissent assurer la mise en œuvre efficace, inclusive et transparente de la feuille de route de la transition, du plan d'action gouvernemental et de l'Accord pour la Paix et la réconciliation issu du processus d'Alger en intégrant les attentes des populations, notamment les groupes vulnérables, les femmes, les jeunes et les minorités.**

<b>Produit 1.1. Les capacités techniques et logistiques des organes et acteurs de la transition sont renforcées afin de leur permettre d'assurer la mise en œuvre de la feuille de route et du plan d'action gouvernemental de la transition</b>		
<b>Indicateurs</b>	<b>Résultat à la date du rapport</b>	<b>Observations</b>
Au moins 2 institutions/organes de la transition bénéficient d'un appui technique	5 institutions/organes de la transition (MATD, MRECRI, CNT, Médiateur de la république, CEDEAO, OCLEI)	RAS
Au moins deux AT déployés auprès des gouvernorats des régions de Kayes et de Sikasso	2 AT sont contractualisés	RAS
Au moins 100 personnels des institutions/organes de transition (dont 35% de femmes) ont bénéficié de formation/renforcement des capacités ;	193 personnels dont 62 femmes	RAS
Disponibilité d'équipements nécessaires au sein des organes/institutions pour la mise en œuvre de la feuille de route de la transition	Equipement informatique mis à la disposition de la représentation de la CEDEAO au Mali pour le suivi de la transition	RAS

- **Déploiement d'une assistance technique auprès des gouvernorats de Sikasso et Kayes**



Vulgarisation de la Nouvelle Loi électorale aux élèves des lycées, Kayes, 04.2023



Réunion du CROCSAD, Sikasso, 04.2022

Avec l'appui du projet, deux assistants techniques (AT) ont été recrutés et déployés auprès des gouvernorats de Kayes et de Sikasso afin de renforcer la coordination et la mise en cohérence des activités des Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) et d'appuyer la mise en œuvre des activités prévues par le Plan d'action gouvernement de la transition (PAGT) dans ces deux régions. Les assistants

techniques fournissent un appui continu aux gouvernorats de Kayes et Sikasso pour la tenue régulière des instances de consultation citoyenne prévues par la loi (CROCSAD, CCS régionaux...) en concertation avec les représentants des communautés locales et des collectivités territoriales région, cercle, et communes ainsi que pour assurer la liaison et la coordination des acteurs internationaux engagés dans la région. Ils ont en outre soutenu la réalisation de plusieurs activités de ce projet, dont la tenue des ateliers de restitution et de vulgarisation de la nouvelle loi électorale et fournissent un appui continu aux différents PTFs intervenant dans les deux régions ciblées. Les assistants techniques établissent en outre des rapports trimestriels d'analyse du contexte socio-économique, sécuritaire et politique dans les régions concernées.

- **Appui technique aux organes et acteurs de la Transition**



Session d'orientation des membres du CNT, 28-29.07.2021



Atelier de renforcement des connaissances des normes internationales et de bonnes pratiques en matière électorale, 13.11.2021

Le projet a apporté un appui technique aux organes et acteurs de la transition pour la mise en œuvre des priorités de la feuille de route de la transition. Ces appuis ont concerné principalement le Conseil National de la Transition (CNT), le Médiateur de la République et la représentation de la CEDEAO au Mali. Des appuis ponctuels ont également été fournis en lien avec le processus de transition. En ce qui concerne le Conseil National de la Transition (CNT), le projet a appuyé l'organisation de trois ateliers de renforcement des capacités des membres du CNT. La première activité a permis de renforcer la connaissance et la compréhension des 212 membres du CNT dont 29 femmes sur leurs rôles et responsabilités en matière législative, de contrôle et de représentation sous l'angle des priorités des citoyens (groupes vulnérables, les jeunes, les femmes, les personnes vivant avec un handicap) et du renforcement de la Démocratie et de l'Inclusion au Mali. La deuxième activité a porté sur le renforcement des connaissances des normes internationales et de bonnes pratiques en matière électorale de 22 membres dont 2 femmes de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation, de la justice, des droits de l'Homme et des institutions de la République (Commission des lois) du CNT. La troisième activité organisée en mars 2022 a porté sur le renforcement de la connaissance et des capacités de 50 membres et personnels du CNT dont 31 femmes sur l'intégration du genre dans le contrôle parlementaire et les réformes politiques et institutionnelles pour une meilleure appropriation de leurs rôles et responsabilités aux fins de défendre efficacement les priorités des citoyens.



25<sup>ème</sup> édition de l'espace d'interpellation démocratique organisé par le Médiateur de la République, 10.12.2021.



Atelier de renforcement des femmes membres du CNT sur l'intégration du genre dans les réformes politiques et institutionnelles, 2-3.01.2022

Le projet a également appuyé l'Institution du Médiateur de la République pour la réalisation de l'Espace d'Interpellation Démocratique (E.I.D), un espace citoyen, qui fonctionne au Mali depuis 1994 et permet aux populations de soumettre leurs doléances aux représentants des institutions de la République. Deux éditions ont été appuyées les 10 décembre des années 2021 et 2022. Les audiences ont porté notamment sur des questions en lien avec l'avancement du processus de transition. Plus de 614 interpellations ont été traitées dans le cadre des sessions de l'EID.



Atelier de mobilisation des acteurs de la société civile pour des élections apaisées et réussies, Koulikoro, 05/2023



2<sup>ème</sup> Conférence internationale sur la lutte contre la corruption en Afrique organisée par l'OCLEI

Le projet a aussi fourni un appui à la représentation de la CEDEAO au Mali afin de renforcer ses capacités de suivi et de mobilisation de la société civile au processus de transition. L'atelier portant sur le thème "la mobilisation sociale avec les acteurs de la société civile pour des élections apaisées et réussies", organisé par la représentation de la CEDEAO au Mali a permis aux organisations de la société civile de mieux appréhender le contenu du projet de la nouvelle constitution et de lever les zones d'ombres notamment sur des points qui font objet d'interprétation. L'atelier a également servi de cadre pour sensibiliser les OSCs sur le rôle important qu'elles jouent dans la mobilisation en faveur de la création d'un cadre propice à la tenue des élections apaisées. Les participants ont été édifiés sur les thématiques de conflits liés aux violences post-électorales, les mesures d'atténuation ainsi que les principales conditions pour tenir des élections réussies dans un contexte de sortie de crise ou en situation de conflit armée.

Le projet a par ailleurs appuyé plusieurs initiatives des représentants des communautés touareg (Kel Ansar et Kel Essouk) à Bamako et Tombouctou pour renforcer l'engagement de ces communautés à la cohésion sociale et au processus de transition en octobre 2022 et février 2023. Enfin, le projet a appuyé

l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI) pour l'organisation de la 2<sup>ème</sup> conférence de haut niveau sur la lutte contre la corruption en Afrique. Plus de 300 personnes venues de 31 pays ont débattu sur les nouvelles dynamiques, le recouvrement d'avoir illicites et la coopération internationale en matière de lutte contre la corruption.

<b>Produit 1.2 L'engagement des jeunes dans toutes les étapes du processus de transition, y compris le processus électoral, est renforcé, et leurs aspirations, dans leur diversité, sont entendues et prises en compte, dans les politiques institutionnelles et les décisions publiques.</b>		
<b>Indicateurs</b>	<b>Résultat à la date du rapport</b>	<b>Observations</b>
Au moins 250,000 nouveaux jeunes (18-35 ans) dont 50% de femmes sont enrôlés sur les listes électorales d'ici à décembre 2021.	800 000 jeunes	RAS
Au moins 15 OSC locales sont engagées et déployées pendant deux mois dans toutes les régions dans le cadre de la sensibilisation de la population à la base sur les enjeux de la révision de la Constitution, de la réforme du système électoral et de la réorganisation territoriale.	Déploiement de 16 OSC <sup>5</sup> dans l'ensemble des régions du Mali	RAS
Au moins 10 recommandations concrètes liées à l'inclusion des jeunes dans le processus de transition et de construction de la paix, accompagnées d'un calendrier d'actions, sont présentées aux autorités nationales compétentes, à l'issue des dialogues organisés par les organisations de jeunesse, en marge du grand trail de la jeunesse pour la paix.	50 recommandations liées à l'inclusion des jeunes dans le processus de transition et de construction de la paix (27 recommandations des jeunes issues des causeries thématiques « Grin de la jeunesse », 7 recommandations du grand trail et 17 recommandations issues des ateliers de réflexion sur la représentativité des jeunes dans les instances de prises de décision au Mali)	RAS
Au moins 150 Jeunes volontaires (dont 50% de femmes) sont déployé.e.s dans les 10 régions	0	L'activité liée à cet indicateur a été retirée du projet dans le cadre de l'avenant n°1 étant donné les

<sup>5</sup> Les 16 OSCs sont: 1. Observatoire Des Droits Humains Et De La Paix « **ODHP** » ; 2. Association De Developpement Des Femmes Pour Un Mali Inclusif « **ADEFIM** » ; 3. Groupe De Reflexions Et D'actions Sur La Democratie, Les Droits Humaines Et Les Elections « **GRADDHE** » ; 4. Association Pour Le Developpement De L'initiative Communautaire « **ADICO** » ; 5. Plate-Forme Des Droits Economiques Socio-Culturels Pate-Forme « **DESC** » Du Mali ; 6. Reseau Malien De La Jeunesse Francophone « **REMAJEF** » ; 7. Association De Formation Et D'appui Au Developpement « **AFAD** » ; 8. Association Pour La Promotion De La Femme Et De L'enfant « **ASSOPROFEN** » ; 9. Association Malienne Pour La Promotion Du Milieu Rural « **AMPMR** » ; 10. Convergence D'actions Pour L'environnement Et La Sante « **CAES** » ; 11. Coalition Malienne Pour L'education A La Democratie « **COMED** » ; 12. Association Pour L'aide Aux Femmes En Detresse Et Aux Enfants De La Rue « **ASSAFEDE** » ; 13. Action Couverture Et Developpement « **ACD** » ; 14. Association Soumpi Pour Le Developpement « **ONG-ASD** » ; 15. Association Pour La Promotion Economique De La Femme « **APEF** » ; 16. Association Malienne Pour Le Relevement Du Taux De Participation Aux Elections « **AMRTPE** ».

administratives du Mali pour appuyer la conduite du processus électoral, avant, pendant et après les élections, sur une période de 3 mois.		reports répétés des scrutins électoraux (les volontaires devaient être déployés 3 mois avant les scrutins électoraux) et a été remplacé par un indicateur en lien avec la sensibilisation des jeunes.
Au moins 2,000 jeunes (dont au moins 35% de femmes) participent au grand trail de la jeunesse pour la paix.	1958 jeunes dont 17% de femmes : - 1508 jeunes dont 13% de femmes dans le cadre du trail - 450 jeunes dont 33% de femmes dans le cadre du plaidoyer sur la représentativité des jeunes au sein des instances de décision	RAS
Au moins 6000 jeunes dont 2000 filles sensibilisés sur la citoyenneté active et responsable en période de transition politique.	6 238 jeunes touchés (Bamako, Ségou Mopti) dont 2 747 filles soit 37% de filles touchées	Nouvel indicateur

- **Appui aux opérations d'enrôlement des jeunes dans le cadre de la révision annuelle des listes électorales (RALE)**



Sessions de sensibilisations dans le cadre de la Révision Annuelle des Listes Electorales (RALE). Bandiagara et Bamako, 12.2021

Dans le cadre de la révision annuelle des listes électorales 2021, le projet a appuyé la réalisation d'activités de sensibilisation et de mobilisation des citoyens pour les inciter à s'inscrire sur les listes électorales. Plus d'1,1 millions de personnes ont été touchées par ces sensibilisations réalisées avec l'appui de 16 organisations de la société civile (OSC) qui sont intervenues dans l'ensemble des régions du Mali. Ces activités de sensibilisation ont contribué à assurer l'enrôlement de 800,000 jeunes sur les fichiers électoraux.

- **Grand Trail de la jeunesse**



Grin de la jeunesse – Grand trail de la jeunesse, 18.12.2021



Cérémonie de remise de flambeau aux autorités et clôture officiel.le du trail. Gao, 18.12.2021

Le projet a aussi appuyé l'organisation du premier grand trail de la jeunesse au Mali en partenariat avec le ministère de la Jeunesse et des Sports, de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne. L'objectif général de cette initiative était d'accroître la participation des jeunes femmes et des jeunes hommes dans les processus liés à la mise en œuvre et le suivi de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale issus du processus d'Alger en utilisant le sport comme vecteur de cohésion sociale et outil inclusif pour les jeunes femmes et hommes. La course à relais de Bamako à Gao s'est déroulée sur environ 1500 km et a mobilisé 90 organisations sur le terrain. Au total 1508 jeunes dont 195 filles (13%) ont pris part aux activités en lien avec le trail.

Des initiatives jeunes en marge du trail dénommées « grains de la jeunesse » ont été réalisés. Il s'agit des causeries thématiques avec les jeunes des différentes localités traversées par le parcours de Bamako à Gao. L'objectif était d'offrir aux jeunes, un cadre de dialogue en vue de promouvoir leur participation au processus de paix et de cohésion sociale. 10 causeries « grains de la jeunesse » ont été réalisées avec les jeunes dans les localités de Koulikoro, Fana, Konobougou, Ségou, Bla, San, Téné, Mopti, Tombouctou et Gao<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Voir en annexe lien [Rapport Mise en oeuvre du Trail.pdf](#).

- **Appui au renforcement de la représentativité des jeunes au sein des instances de décision**



Assemblée régionale sur la représentativité des jeunes dans les instances de décision au Mali, Mopti, 28.05.2022.



Atelier de réflexion sur la représentativité des jeunes dans les instances de décision au Mali, Bamako, 25.02.2022

Le projet a appuyé la Coalition des Forces juvéniles pour le Renouveau (COFOR) pour le plaidoyer afin de renforcer la représentativité de la jeunesse malienne dans les instances de prise de décision. Des assemblées régionales sur la représentativité des jeunes dans les instances de prise de décision au Mali se sont déroulées du 25 février au 31 juillet 2022 dans le district de Bamako et les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Mopti Gao, Tombouctou et Kidal en partenariat avec le ministère de la Jeunesse et des Sports, Chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne. Plus de 450 jeunes dont 150 femmes ont participé à ces ateliers et 17 recommandations ont été formulées et présentées aux autorités dans le cadre de la restitution nationale organisée à Bamako en novembre 2022<sup>7</sup>.

- **Activités de sensibilisation, sur la citoyenneté active et responsable en période de transition politique**



Séances de sensibilisation AJPC avec les étudiants du campus universitaire de Balabougou, commune V de Bamako 20 mai 2023



Sensibilisation des jeunes, YA-G-TU finale de football, Douentza Mopti, mai 2023

Dans le cadre de la mise en œuvre des d'activités en lien avec l'engagement des jeunes dans toutes les étapes du processus de transition, trois (3) nouvelles Organisations de la société civile<sup>8</sup> œuvrant dans le

<sup>7</sup> Voir en Annexes [1-RAPPORT FINAL 2022 de la COFOR.pdf](#).

<sup>8</sup> Trois nouvelles organisations de jeunesse : l'Association Malienne pour la Promotion du Sahel (AMAPROS), L'association des jeunes pour la promotions de la citoyenneté (AJPC) et l'ONG Yam Giribolo Tumo » Association pour la promotion de la femme (YA-G-TU) ont été recrutées pour la mise en oeuvre des activités de sensibilisation de grande masse dans 3 régions du Mali.

domaine de la citoyenneté et de l'éducation civique ont été recrutées en janvier 2023, pour la mise en œuvre d'activités de sensibilisation sur le processus de transition et la lutte contre la consommation des drogues et des stupéfiants chez les jeunes. L'objectif est d'informer, éduquer, sensibiliser et renforcer les capacités de 6000 jeunes dans 3 régions (Bamako, ségou et Mopti) en vue d'accroître leur engagement dans les processus de transition et électoral en cours et d'appuyer les autorités de transition pour une mise en œuvre harmonisée de la Feuille de route de Transition et du Plan d'action Gouvernemental.

A ce jour, plus de 6238 jeunes dont 2747 filles ont été sensibilisées sur la citoyenneté active et responsable en période de transition politique et la lutte contre la consommation des drogues et des stupéfiants chez les jeunes. Les interventions du projet sont faites dans les 6 communes de Bamako, et dans les régions de Ségou et Mopti. Cette initiative se veut transformatrice pour impliquer d'avantage les jeunes afin de leur faire comprendre leurs rôles en tant qu'acteurs du changement. Le slogan « **Les jeunes sont le moteur de la transition, Engageons-nous** » est retenu pour véhiculer les messages autour des thématiques retenues. De manière générale, les interventions des organisations de jeunesse sont orientées vers les campagnes de sensibilisation de proximité avec l'implication des médias; campagnes de sensibilisation en focus groups, campagnes d'IEC, causeries débats ; conception et diffusion de messages radios ; Production et diffusion des sketches et des microprogrammes ; confection des outils de visibilité du projet.

<b>Produit 1.3 : La compréhension et la participation active des populations maliennes aux processus de révision constitutionnelle, de réformes électorales et de réorganisation territoriale est renforcée notamment à travers des plans stratégiques de communication des autorités</b>		
<b>Indicateurs</b>	<b>Résultat à la date du rapport</b>	<b>Observations</b>
Contribution à la reproduction d'au moins 25.000 exemplaires de la nouvelle Constitution, 25.000 exemplaires de la nouvelle loi électorale et 25.000 exemplaires de la nouvelle carte administrative du Mali sont produits et distribués	Reproduction en 200.000 exemplaires de la nouvelle loi électorale.	RAS
Au moins 12 ateliers de concertation avec toutes les forces vives et les acteurs politiques sont organisés sur l'étendue du pays en vue de recueillir leurs attentes dans le cadre de la révision constitutionnelle, la réforme du système électoral et le parachèvement du processus de réorganisation territoriale.	13 ateliers (6 rencontres de concertation avec les partis politiques et de 6 autres rencontres de concertation avec les OSC ont été organisées. Atelier pour informer les forces vives de la nation sur la nouvelle loi électorale a été organisé à Bamako du 5 au 8 septembre par le MATD.)	RAS

- *Appui à l'organisation de concertations inclusives avec toutes les forces vives dans chacune des régions du Mali en vue de recueillir leurs attentes dans le cadre de la révision constitutionnelle, la réforme du système électoral et le parachèvement du processus de réorganisation territoriale.*



Atelier de restitution et de vulgarisation de la nouvelle loi électorale, Sikasso, 07.2022



Nouvelle loi électorale

Le Projet a apporté un appui technique et financier au MATD en vue de l'organisation de 9 ateliers régionaux de restitution des travaux relatifs au processus d'opérationnalisation des nouvelles régions et de délimitation des nouvelles circonscriptions électorales. En moyenne, 75 élus, autorités administratives, chefs de quartiers et autorités religieuses ont participé à chacun de ces ateliers, qui ont eu lieu du 25 au 27 septembre. Aussi, 6 rencontres de concertation avec les partis politiques et de 6

autres rencontres de concertation avec les OSC ont été tenu afin d'expliquer les choix et orientations du Gouvernement et de recueillir leurs recommandations éventuelles. Le projet a aussi appuyé le MATD pour la reproduction et la vulgarisation de la nouvelle loi électorale. 200 000 exemplaires de la nouvelle loi électorale ont été imprimés et distribués.

Suite à l'adoption de la nouvelle loi électorale, le projet a appuyé l'organisation par le CNT, en juillet et août 2022, des journées de vulgarisation de la loi n° 2022-019 du 24 juin 2022 portant loi électorale, dans les régions de Kayes et Sikasso. Ces ateliers avaient pour objectif d'échanger avec les populations sur les enjeux de la réforme électorale, les innovations contenues dans la nouvelle loi électorale ainsi que leur implication dans l'organisation et la gestion des opérations électorales et référendaires au Mali. Ils ciblaient plus particulièrement les autorités administratives, les partis et regroupements politiques, les Organisations de la Société Civile (OSC) et les médias.

**1.4. Le CSA dispose des fonds suffisants pour permettre le paiement des indemnités des représentants des mouvements signataires de l'Accord pour assister aux réunions financées par cette action et pour continuer les travaux sur Bamako**

<b>Indicateurs</b>	<b>Résultat à la date du rapport</b>	<b>Observations</b>
100% de réunions du CSA financées durant la période de l'action suite à l'accord de la DUE	NA	Pas de requêtes de la part des autorités maliennes
100% de réunions des sous-comités du CSA financées durant la période de l'action suite à l'accord de la DUE	NA	Pas de requêtes de la part des autorités maliennes

Aucune requête de prise en charge des réunions du CSA n'a été soumise à la délégation de l'Union Européenne et au projet durant les 22 premiers mois de sa mise en œuvre suite à la décision du gouvernement malien d'assurer la prise en charge de ces réunions sur fonds propres.

**Objectif Spécifique 2 : Appuyer les acteurs de la société civile et les médias afin qu'ils puissent informer les populations et s'assurer de la mise en œuvre transparente, inclusive et participative du processus de transition et en conformité avec le calendrier et les objectifs fixés par le PAGT**

<b>2.1 Les capacités des journalistes, des journalistes de médias en ligne, bloggeurs, animateurs en matière de vérification et traitement de l'information et de production des émissions radios, articles, post sur des thématiques en lien avec la Transition sont renforcées</b>		
<b>Indicateurs</b>	<b>Résultat à la date du rapport</b>	<b>Observations</b>
2,5 millions de maliens informés en français et en langues locales sur des sujets en lien avec la lutte contre la corruption, la participation des femmes et des jeunes et la mise en œuvre du PAG	1,2 millions de maliens sensibilisés sur les thématiques en lien avec la transition	Un partenariat avec l'Association des Professionnels de la Presse en Ligne et l'Association Malienne des Bloggeurs est mis en place pour la réalisation des activités.
25 émissions radios, télé, articles et publication en lien avec la corruption, la bonne gouvernance, la participation des femmes et des jeunes réalisées et diffusées	184 articles produits Reportages publiés dans le cadre du projet « la fabrique de l'info ».	RAS
Au moins 20 journalistes (dont 35% de femmes) formé-e-s sur les techniques de recherche de l'information, la lutte contre les fakes news et les techniques journalistiques <sup>9</sup> .	20 jeunes journalistes dont 17 femmes sont formées dans le cadre du projet « la fabrique de l'info ».	RAS
65 journalistes de la presse en ligne dont 37 hommes et 28 femmes sont formés	20 journaliste formés des organes de presse formés dont 7 femmes.	Nouvel indicateur
100 exemplaires de charte de média en ligne du Mali élaborés et distribués aux organes de presse numérique	En cours d'élaboration	Nouvel indicateur

<sup>9</sup> Le projet prévoyait de recruter au moins 50% de femmes. Les candidatures ont été très majoritairement féminines et cette sélection reflète la féminisation actuelle de la profession. Dans le processus de sélection, la maison de la presse a privilégié les candidats qui remplissaient le mieux les critères (formation, diversité des supports et types de médias) souhaités.



Lancement du projet – Atelier du reportage, Bamako, 07.2022



Lancement du Projet : « l'internet et les médias pour la citoyenneté, le genre et la paix » Bamako, 8 mai 2023

L'appui à la Maison de la Presse du Mali a démarré en juin 2022 pour la mise en œuvre d'un projet de formation de journalistes dénommé « **les Ateliers du Reportage** ». L'objectif de ce projet est de former et entraîner un groupe de jeunes journalistes, aux techniques du reportage et de l'enquête, et de diffuser par l'exemple une culture du reportage et de l'enquête, propre à enrichir la pratique du journalisme au Mali, et améliorer la contribution des médias aux objectifs de la Transition politique. Il s'agit d'un cycle de formation continue et de production visant à ancrer la maîtrise du reportage et de l'enquête chez les journalistes du Mali, prioritairement les jeunes. Le projet est conçu comme un processus long de formation continue pour ancrer cette pratique dans la profession. Il vise en particulier les jeunes journalistes en début de carrière pour leur faire acquérir les réflexes du reportage et de l'enquête, de telle sorte que l'exercice tende à se généraliser.

Les participants sont impliqués dès le début de la formation dans des exercices pratiques de reportages et d'enquêtes sur des sujets d'actualité et en lien avec la transition et la lutte contre la corruption, qui sont publiés. Les participants bénéficient d'un coaching personnalisé tout au long du processus, et suivent dans des périodes régulières des phases intensives de formation, assurées par un professionnel chevronné. 20 bénéficiaires dont 17 femmes ont été sélectionnés et ont bénéficié de séances de formation et de coaching réguliers. 3 ateliers de formation intensive ont été réalisés et la formation de 20 journalistes se poursuit actuellement. 184 articles ont été produits par les journalistes en formation et sont disponibles sur le site et la page Face book du projet<sup>10</sup>.

En 2023, le projet a aussi démarré un partenariat avec l'Association des Professionnels de la Presse en Ligne du Mali (APPEL MALI) dans le cadre du projet : « **l'internet et les médias pour la citoyenneté, le genre et la paix** ». L'initiative vise à renforcer les capacités de 65 journalistes de 20 organes de presse en ligne dans les régions de Ségou, Koulikoro et du district de Bamako<sup>11</sup>. Le projet prévoit d'élaborer et de diffuser une charte des média en ligne du Mali, de sensibiliser les populations sur les Fake News et de développer des outils numériques et physiques pour lutter contre la propagation des fausses nouvelles. Le lancement des activités a eu lieu en mai 2023, suivi d'un atelier de formation de 20 journalistes des organes de presse en ligne à Koulikoro sur « les techniques de prise de vue et de montage audiovisuel, à la citoyenneté numérique, au journalisme sensible aux conflits, au genre, la lutte

10 Au démarrage du projet en juin 2022, 150 productions étaient prévues. À la date de 31 mai 2023 184 productions ont été réalisées par les 20 journalistes en formation : 40 au 1er trimestre 68 au 2ème trimestre et 76 au 3ème trimestre du projet soit 123% productions. En mai 2023, un avenant de prolongation de contrat a été signé pour poursuivre la formation des journalistes et la production d'articles avec une augmentation de 50 productions ce qui amène la cible à 200 productions d'articles au total avec une orientation plus spécifique sur les thématiques en lien avec la transition politique et la lutte contre la corruption.

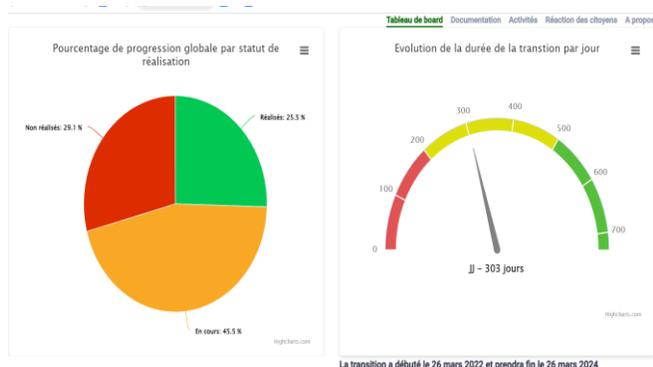
11 Les 65 journaliste sont repartis comme suit : 20 journalistes des organes de presse en ligne et 45 journalistes de la presse en ligne, presse écrite et presse audiovisuelle de Bamako, Koulikoro, et Ségou.

contre la désinformation et l'extrémisme violent ». Cette initiative entend contribuer à pacifier le cyber Espace par un bon usage des réseaux sociaux et de l'Internet et de favoriser chez les journalistes de la presse numérique une prise de conscience de leurs limites pour une bonne utilisation des réseaux sociaux et de l'Internet.

## 2.2 Les capacités de la société civile à suivre activement l'avancement du processus de transition malien, notamment sur les questions en lien avec la lutte contre la corruption et l'impunité, sont renforcées

Indicateurs	Résultat à la date du rapport	Observations
3 réunions d'échanges entre le cadre de suivi des OSC et les autorités de la transition (ministère de la refondation de l'état, CNT...)	2 réunions d'échange avec les autorités de la transition en lien avec les discussions sur le positionnement conjoint des OSC sur la transition	RAS
Au moins 10 réunions et initiatives du cadre de suivi de la société civile du processus de transition	8 réunions et initiatives (atelier de positionnement, document d'analyse de la situation socio-politique de la transition par les organisations de la société civile du Mali, réunions mensuelles)	RAS
500 dénonciations de corruption reçues par le consortium des OSC	778 alertes signalées à la date du 31/05/2023.	Des nouvelles OSCs de droits de l'homme et anticorruption (Trijeud, ODHD, DHQ, coalition contre la corruption) sont en cours de contractualisation afin de poursuivre les activités liées à cet objectif.
50 dénonciations traitées et transmises aux organes compétents	397 alertes traitées à la date du 31/05/2023	
30 articles d'investigation publiés sur des dossiers de corruption	16 articles d'investigation publiés sur les violations de droits de l'Homme et 5 sur la corruption	

- *Appui aux OSC pour la mise en place et le fonctionnement d'un cadre de suivi commun de l'avancement du processus de transition et la création d'une plateforme en ligne documentant cet avancement.*



Plateforme WEB – Transitomètre



Panel CNSC sur les enjeux et défis de l'organisation des élections. Bamako, 01.2023

En vue d'accompagner la société civile à suivre activement l'avancement du processus de transition malienne, notamment sur les questions en lien avec la lutte contre la corruption et l'impunité, le projet a appuyé 5 faitières des organisations de la société civile dont le conseil national de la société civile du Mali (CNSC), le forum des organisations de la société civile (FOSC), la coordination des associations et ONGs féminines (CAFO), le conseil national de la jeunesse du Mali (CNJ), la plateforme des femmes leaders du Mali (PPFLM) ainsi que la fondation Tuwindi pour la mise en place d'un système de veille

citoyenne pour la réussite de la transition. Cette initiative a été lancée officiellement en juillet 2022, sur le vocable « **Projet d'appui à la construction d'un engagement commun des organisations de la société civile pour la refondation de l'Etat et une transition réussie au Mali : mécanisme de veille et de suivi** ». L'objectif est de renforcer la transparence et la réussite du processus de transition à travers une veille citoyenne inclusive et efficiente. Le projet a permis la mise en place d'une plateforme d'OSC composée des 5 faitières ci-dessus cités pour le suivi et la veille citoyenne sur le processus de transition. La plateforme favorise la participation active des OSCs dans l'orientation des réformes politiques et institutionnelles majeures pour la refondation du Mali. A titre d'illustration, les organisations spécialisées comme Tabital Pulaku, Ginna Dogon et IRGANDA ont été associées sur les questions de paix et cohésion sociale, les associations de défense des Droits Humains, les organisations comme MODELE-Mali/COCEM, sur les questions électorales, RESORE-Mali sur les questions de bonne gouvernance et de réformes institutionnelles et TUWINDI pour la plate-forme digitale.

Le consortium sert aussi de cadre pour développer, actualiser et mettre en œuvre des positions et stratégies communes de la société civile malienne pour soutenir la réussite de la transition. Il sert aussi d'interface entre les populations maliennes et les autorités de la transition dans le sens qu'il permet aux populations de s'informer sur l'avancement du processus de transition et les enjeux des réformes entreprises par les autorités. Depuis le démarrage de cette initiative, plusieurs activités ont été organisées. Au cours de l'année 2022 le consortium a organisé les activités d'information et de sensibilisation sur l'avancement de la transition et le monitoring des indicateurs du plan d'action de la transition. En 2023, plusieurs activités en lien avec le processus électoral et la nouvelle constitution ont été organisées, notamment un panel sur les défis liés aux enjeux des élections, des points de presse sur la déclaration des OSC sur les élections ainsi des débats radiophoniques en collaboration avec le Studio Tamani sur les élections.

Les résultats de cette initiative sont de plusieurs ordres. Un des principaux résultats est que les 5 faitières parlent aujourd'hui d'une même voix sur toutes les questions pour lesquelles elles sont consultées ou prises à leur initiative ce qui a renforcé leur capacité de plaider auprès des autorités nationales. C'est le cas notamment de leurs actions de plaider en lien avec le projet de Constitution. La session thématique sur l'avant-projet de constitution organisée par le consortium a abouti à la production et à la diffusion d'un mémorandum des OSC sur les préoccupations des populations. Suite à ce plaidoyer, 4 représentants de la Société Civile ont été intégrés au sein de la commission de finalisation du projet de constitution du Mali et plusieurs propositions de la Société Civile ont finalement été prises en compte dans le projet de la nouvelle constitution, en lien avec les droits des femmes, des personnes vivant avec un handicap, le droit à l'eau, la possibilité de destitution du Président et du Parlement, la place des langues nationales, la généralisation des déclarations des biens des autorités.

Les actions du consortium ont en outre favorisé la prise en compte d'au moins trois propositions majeures de la société civile dans la mise en œuvre des priorités du PAGT et les réformes pour la refondation de la Nation. Dans le cadre de l'élaboration de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption et la dépolitisation de l'Administration, des propositions faites par la Société Civile ont été prises en compte. Il s'agit de la création d'un observatoire de lutte contre la corruption, et d'une application digitale de dénonciation des faits de corruption, le maintien des Secrétaires Généraux des ministères pour au moins 7 ans afin d'assurer la stabilité au niveau des ministères.

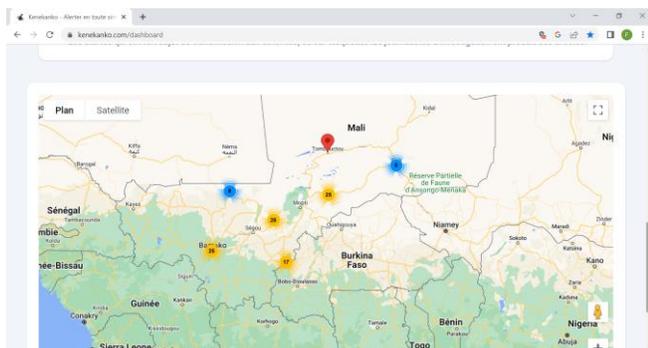
Le Consortium a contribué à alimenter la base digitale du **TRANSITOMETRE** développée par la Fondation Tuwindi. Cette plateforme WEB [Xensa<sup>12</sup>](#) a été initiée pour permettre de suivre en ligne

---

<sup>12</sup> Depuis son lancement en 2022, il y a eu 276,966 vues et 92,162 interactions sur cette plateforme (Données Tuwindi).

l'avancement du processus de transition sur la base des indicateurs contenus dans le Plan d'Action Gouvernementale. Le développement de cette page « *Transitomètre* » est basée sur les axes, les priorités et les objectifs du plan d'action prioritaire du gouvernement de la transition du Mali. Cinq graphiques statistiques sont générés sur cette plateforme qui permettent d'avoir une visibilité sur : 1 Pourcentage de progression global du processus de transition ; 2 l'évolution journalière de la durée de la transition ; 3 le pourcentage de réalisation par axe stratégique ; 4 le pourcentage de réalisation par priorités ; 5 le pourcentage de progression par objectif. La plateforme permet en outre de visualiser de manière détaillée l'état d'avancement du processus de transition en fonction des axes stratégiques du PAGT. Cette plateforme est mise à jour de manière périodique sur la base des informations transmises par le consortium de la société civile et par un réseau de 12 jeunes âgés de 15 à 35 ans dont 6 femmes déployés dans les régions du Mali. Des débats publics avec des représentants de la société civile et des membres d'Associations de jeunes et de femmes autour du monitoring du Plan d'Actions Gouvernemental ont été organisé par la fondation Tuwindi sur les thèmes : « Le report du référendum, impact et enjeux », et « Le retour de l'Administration et des services sociaux de base ». Ces débats publics ont réuni 83 participants dont 30 femmes et 53 hommes.

- **Mise en place d'une coalition d'OSC chargée de monitorer la réalisation des priorités de l'axe 2 de la feuille de route de la transition relatif à la promotion de la bonne gouvernance**



Plateforme WEB Kenekanko.com



Lancement du projet Kenekanko, Bamako, 20.09.2022

Le projet a appuyé la mise en place d'un réseau d'OSC pour le suivi et le monitoring des cas de violations des droits de l'homme et de corruption. Ce réseau était initialement piloté par l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH) et la fondation Tuwindi. 4 organisations additionnelles sont en cours de contractualisation afin d'étendre et renforcer ce réseau<sup>13</sup>.

Des points focaux de la société civile basés dans 22 cercles du Mali ont été formés sur le monitoring des dossiers de violations et de corruption et une application mobile et une plateforme WEB qui permet d'alerter sur des cas de corruption et de violations des droits de l'homme ont été développées. La plateforme « *corruptomètre* » est accessible à travers le lien [WWW.KENEKANKO.COM](http://WWW.KENEKANKO.COM) et permet aux populations de suivre le nombre d'alertes reçues, les alertes vérifiées et les alertes signalées auprès des autorités compétentes et une carte reflète géographiquement la fréquence des cas de corruption et de violations des droits de l'homme. La plateforme a été lancée le 20.09.2022 et à la fin du mois de septembre, plus de 780 alertes ont déjà été signalées à ce jour.

<sup>13</sup> Droit de l'homme au quotidien (DHQ), Observatoire des droits de l'Homme et de la Paix (ODHP), Trijeud et la Coalition Coalition des OSC pour la Lutte contre la Corruption et la Pauvreté (COSC LCCP).

Les alertes reçues à travers l'application mobile et les points focaux sont vérifiées par une équipe de vérification des organisations de la société civile. Une fois les alertes vérifiées, elles sont constituées en dossiers qui sont ensuite transmis aux autorités étatiques compétentes. Une équipe de 20 journalistes a en outre été formée sur le journalisme d'investigation dans la lutte contre la corruption afin de réaliser des investigations journalistiques. A la date du 31 mai 2023, 16 articles d'investigation ont été publiés.

## SUIVI ET EVALUATION

Un plan de suivi-évaluation et un outil de collecte de données sur KoBo ont été élaborés afin d'assurer un suivi rapproché des activités du projet. Des réunions trimestrielles avec tous les partenaires du projet sont organisées afin de faire un état de lieu de la mise en œuvre du projet au cours du trimestre écoulé et réfléchir aux progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du projet et aux ajustements à apporter. Depuis le début du projet, des réunions et des échanges réguliers avec la Délégation de l'Union Européenne ont eu lieu afin de planifier et faire le suivi des activités prévues dans le cadre du projet.

### III. DEFIS DE MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DES RISQUES

Risque/nature	Impact et Probabilité d'occurrence	Evolution du risque	Mesure de mitigation et niveau de mise en œuvre
Instabilité politique- Pressions politiques des partis politiques, institutions nationales, organisations politiques sur les organes de la transition et freinent leur fonctionnement efficace.	Elevé	Elévé	-Echange continu avec la Délégation de l'UE dans le cadre du comité technique -Mise en place d'un cadre d'échanges au niveau approprié : GEC-Gouvernement sur les objectifs de la transition, les difficultés de mise en œuvre et les actions idoines - Bons offices fournis par le MINUSMA et le soutien du GEC
Insécurité dans les régions empêchant la mise en œuvre des activités du projet	Elevé	Elevé	Renforcement des mécanismes de suivi et évaluation par les acteurs du développement, acteurs humanitaires et de la sécurité sur la situation sur le terrain.
Glissement de la période de transition en raison des difficultés financières, politiques ou sécuritaires	Elevé	Moyen	Echanges continu avec la Délégation de l'UE, société civile, les parties politiques et la communauté internationale sur les activités et enjeux de la transition politique
COVID 19	Moyen	Moyen	Application stricte des mesures barrières et des recommandations du gouvernement et de l'OMS

#### IV. LECONS APPRISSES ET PERSPECTIVES

La mise en œuvre des activités du Projet d'Appui à la Transition au Mali est fortement conditionnée à l'avancement du processus de transition. Le projet a dû faire preuve de flexibilité pour s'adapter au développement politique et au contexte de la transition au Mali et assuré une concertation continue avec la Délégation de l'UE. Ainsi certaines actions du projet ont été ajournées afin de tenir compte du contexte politique et s'aligner au nouveau Plan d'Action Gouvernemental de la Transition (PAGT).

Enfin, le nouveau chronogramme électoral prévoit la tenue de l'élection présidentielle en 2024. Par conséquent, le projet d'Appui à la Transition se voudrait plus agile du fait que la durée du projet prévue par le document de projet n'est plus adaptée et devrait faire l'objet d'une extension afin d'apporter l'ensemble des appuis prévus par le projet.

#### V. LIVRABLES

	Type	Titre	Date de publication	Auteur	Lien
1	Vidéo	Reportage du grand trail 2021, avec sous-titrage en anglais et en français	Décembre 2021	PNUD	<a href="https://www.youtube.com/watch?v=deg17uyj5V8&amp;t=274s">https://www.youtube.com/watch?v=deg17uyj5V8&amp;t=274s</a> <a href="https://www.youtube.com/watch?v=hhnZnLvJS44">https://www.youtube.com/watch?v=hhnZnLvJS44</a>
2	Vidéo	Vidéo « Mille jeunes, mille voix, pour un seul Mali »	Décembre 2021	PNUD	<a href="https://www.youtube.com/watch?v=pG70RaKCK18">https://www.youtube.com/watch?v=pG70RaKCK18</a>
3	Lien internet	KENEKANKO	Septembre 2022	Tuwindi	<a href="#">Kenekanko - Alerter en toute simplicité</a>
4	Lien internet	XENSA	Septembre 2022	Tuwindi	<a href="#">Xensa</a>
5	Lien internet	Atelier de rapportage	Juillet 2022	Maison de la Presse	<a href="https://lafabriquedelinfo.com/">https://lafabriquedelinfo.com/</a> <a href="https://www.facebook.com/Les-Ateliers-du-reportage-108227658595963">https://www.facebook.com/Les-Ateliers-du-reportage-108227658595963</a>
6	Rapport	Rapport final COFOR	2021	COFOR	<a href="#">RAPPORT FINAL 2022 de la COFOR.pdf</a>
7	Rapport	Rapport mise en œuvre du grand trail	2022	PNUD	<a href="#">Rapport Mise en oeuvre du Trail.pdf</a>
8	Lien internet	Articles publiés	2023	AMDH/Tuwindi	<a href="https://deltanews.ml/2022/12/13/les-motos-taxis-une-nouvelle-aubaine-pour-des-policiers-bamakois/">https://deltanews.ml/2022/12/13/les-motos-taxis-une-nouvelle-aubaine-pour-des-policiers-bamakois/</a> <a href="https://deltanews.ml/2022/12/15/bankass-odeur-de-tentative-de-detournement-de-cereales-destines-aux-demunis/">https://deltanews.ml/2022/12/15/bankass-odeur-de-tentative-de-detournement-de-cereales-destines-aux-demunis/</a> <a href="http://phenixinfo.net/corruption-en-milieu-sanitaire-la-mafia-des-sages-femmes-des-centres-de-sante/">http://phenixinfo.net/corruption-en-milieu-sanitaire-la-mafia-des-sages-femmes-des-centres-de-sante/</a> <a href="http://phenixinfo.net/corruption-au-mali-le-racket-de-certains-agents-de-terrain-de-d-m-s-a/">http://phenixinfo.net/corruption-au-mali-le-racket-de-certains-agents-de-terrain-de-d-m-s-a/</a>

## VI. RAPPORT FINANCIER<sup>14</sup>

Rapport financier du projet Du 01/07/2021 au 31/05/2023) - **Output 00127911**

**Budget total du projet :** 3,639,405 USD

**Budget fonds Union Européenne :** 3,561,900 USD

**Première tranche de préfinancement :** 3,131,049 USD

**Taux de décaissement de la première tranche (dépenses et engagements) :** 97%

Objectifs spécifiques	Budget Disponible	Dépenses au 31/05/23	Commitment au 31/05/23 (USD)	Total Expenditures (USD)	Taux de delivery %
	(USD)	(USD)			
1. Appuyer les organes et acteurs de la transition ainsi que le CSA afin qu'ils puissent assurer la mise en œuvre efficace, inclusive et transparente de la feuille de route de la transition, du plan d'action gouvernemental et de l'Accord pour la Paix et la réconciliation issu du processus d'Alger en intégrant les attentes des populations, notamment les groupes vulnérables, les femmes, les jeunes et les minorités	2 199 534	1 803 523	190 622	1 994 145	91%
2. Appuyer les acteurs de la société civile et les médias afin qu'ils puissent informer les populations et s'assurer de la mise en œuvre transparente, inclusive et participative du processus de transition et en conformité avec le calendrier et les objectifs fixés par le PAGT	1 005 932	603 971	140 315	744 286	74%
Appui technique et logistique	356 434	269 910		269 910	76%
<b>Total</b>	<b>3 561 900</b>	<b>2 677 404</b>	<b>354 103</b>	<b>3 031 507</b>	<b>85%</b>

<sup>14</sup> Avertissement : Les données contenues dans cette section du rapport financier sont un extrait des dossiers financiers du PNUD. Tous les éléments financiers fournis ci-dessus sont provisoires.

## VII. ANNEXES

### Projet de plaidoyer afin de renforcer la représentativité de la jeunesse malienne dans les instances de prise de décision – COFOR (Produit 1.2)

A l'issu des discussions quelques recommandations ont été formulées par les participants, parmi lesquelles nous pouvons citer :

- Au ministre de la Jeunesse et des sports chargé de l'instruction civique et de la construction citoyenne
  - Faire un plaidoyer auprès des autorités pour la création d'une loi qui garantit la représentativité des jeunes dans les instances de prise de décision au niveau national, régional et local.
  - Réviser le statut du conseil national de la jeunesse pour en faire une autorité indépendante, dépolitisée au service de la jeunesse malienne.
  - Former les jeunes sur la citoyenneté active pour un réveil de conscience.
- Au ministre de l'Entreprenariat national, de l'emploi et de la formation professionnelle
  - Former les jeunes sur l'entreprenariat dans le domaine agro-pastoral, les suivre, les accompagner à travers un fond de démarrage.
  - Renforcer les capacités des jeunes sur le leadership et management des entreprises.
  - Favoriser un cadre d'échanges entre les jeunes pour permettre une meilleure appropriation des grands défis qui entravent l'ascension des jeunes dans les institutions de la république.
- Au ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social
  - Faire du lobbying pour réduire l'âge de départ à la retraite rallongée récemment pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes.
  - Faire du lobbying pour réduire l'âge de départ à la retraite rallongée récemment pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes.
  - Décentraliser les recrutements des agents des forces de défense et de sécurité pour favoriser l'insertion des jeunes qui sont dans les régions en général ; et en particulier ceux de la région de Mopti qui connaissent mieux les défis sécuritaires et la cartographie des zones d'insécurité.
- Au ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des relations avec les institutions
  - Faire un plaidoyer pour réviser le code des collectivités afin de supprimer l'article 50 qui exclut les jeunes en cas d'égalité des suffrages entre plusieurs listes.
  - Encourager les candidatures jeunes à travers un mécanisme de financement public.
  - Faire un plaidoyer pour réduire le poids de l'argent dans les campagnes électorales.
  - Adopter le principe de l'alternance au sein de nos organisations (limitation de mandat).
- Au ministre de l'Éducation Nationale et son homologue de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
  - Faire un plaidoyer pour créer des universités dans les régions qui n'en ont pas, et l'école des mines à Kayes.
  - Réviser le système éducatif malien pour une meilleure adéquation avec les offres d'emploi.
  - Renforcer les capacités des enseignants à travers des formations continues.
  - Mettre en place un véritable mécanisme de suivi-évaluation des enseignants, plus d'inspecteur sur le terrain que dans les bureaux.

### VIII. SIGNATURE

<b>Pour le PNUD</b>	
Nom : Alfredo Teixeira	Titre : Représentant Résident Adjoint/Programme
Signature : 	Date : 09-Jun-2023

DocuSigned by:

BE593E43707549D...

DS  
FDC